

Paix en Irak, guerre en Tchétchénie?

Le voyage du président Poutine à travers les capitales européennes n'a pas été de tout repos. Car si le gouvernement russe a rejoint le camp des "modérés" en ce qui concerne l'attitude envers l'Irak, la sale guerre qu'il mène depuis bientôt dix ans en Tchétchénie continue. Lors du passage du président russe dimanche dernier à Berlin, la "Gesellschaft für bedrohte Völker" a manifesté contre le "génocide" en Tchétchénie, reprochant du même coup au chancelier Schröder de jouer les colombes en Irak mais de cautionner la politique russe en Tchétchénie. Le lendemain à Paris, Poutine a été accueilli par une banderole suspendue au pont Alexandre par des militant-e-s d'Amnesty International: "France-Russie: le silence complice".

Tafeln zu Leinwänden!

Mit dem Thema Medienerziehung und dem Einsatz von Filmen in der Schule beschäftigt sich das Februar-Dossier der Zeitschrift "forum". Außerdem bietet die neue Nummer kritische Beiträge unter anderem zur Uni Luxemburg und zum "Musée national d'histoire et d'art".

forum Nr. 223, 72 Seiten, 5 Euro, Tel: 42 44 88, www.forum-online.lu

Qeesch, aktiv, sehnsüchtig

Der Wunsch nach einer besseren Welt und einer anderen Art, zu leben, stand Pate bei der Gründung der Jugendorganisation Life. Kein Wunder also, dass die zweite Nummer ihrer Zeitschrift "Qeesch" dem Thema Utopien gewidmet ist. Mehrere Beiträge erklären, worin die Visionen der Life-Leute bestehen. Des weiteren vermittelt die Qeesch, dass Utopien nicht nur Sehnsüchte und Träume sind, sondern über Strukturen wie Infoladen und Youthweb versucht wird, sie konkret umzusetzen. Daneben bietet

die am kommenden Wochenende erscheinende Nummer mehrere Artikel über Krieg und Frieden. Und weil der Mensch nicht nur mit dem Kopf lebt, runden ein veganes Kochrezept und ein Liebesgedicht das Ganze ab.

Qeesch Nr. 2, 2 €, E-Mail: queesch@infoladen.lu, Homepage: queesch.infoladen.lu



Appell der Luxemburger Koordination gegen den Krieg Für den Respekt des Völkerrechts, Nein zum Krieg gegen den Irak

Seit Beginn des Jahres 2003 sorgt sich die Welt wegen eines drohenden erneuten Golf-Krieges. Obwohl die UNO-Inspektoren ihre Untersuchungen noch nicht abgeschlossen haben, droht man mit einer Invasion und lässt eine besorgniserregende Militärstreitmacht rund um den Irak aufmarschieren.

Die Ziele eines solchen Krieges sind nicht auf die Entwaffnung des Irak und den Kampf gegen Diktaturen und internationalen Terrorismus beschränkt: Grundlage der aktuellen Irakkrise sind offensichtlich politische, wirtschaftliche und geostrategische Interessen.

Die Folgen einer militärischen Invasion des Iraks wären verheerend:

- der unvermeidbare Tod von zig-tausenden Soldaten, unbeteiligten Zivilisten, darunter Frauen und Kindern, unzählige Verwundete,
- eine nachhaltige Schwächung der Rolle der UN auf der Suche nach Konsens und friedlichen Konfliktlösungen,
- massive und katastrophale Zerstörungen, Verwüstungen und Umweltverseuchungen,
- Gefahr der Kriegsausweitung oder/und der Entstehung von Bürgerkriegen in einer Vielzahl islamischer Länder, spezifisch im Nahen Osten,

- Steigerung terroristischer Aktivitäten mit vermutlich letalen Folgen, nicht nur im Nahen Osten, sondern in der gesamten Welt,
- eine Verschärfung des israelisch-palästinensischen Konflikts, vorwiegend zum Nachteil der palästinensischen Bevölkerung.

Sich der Menschenrechtsverletzungen und des diktatorischen Charakters des irakischen Regimes bewusst, aber dennoch der Überzeugung, daß nur diplomatische Schritte dazu führen können, die Irak-Krise zu lösen, haben Sozial- und Friedensbewegungen die europäischen Völker dazu aufgerufen, am 15. Februar 2003 auf die Straße zu gehen. Die unterzeichnenden Vereinigungen, Organisationen, Bewegungen, Gewerkschaften und politischen Parteien unterstützen diese Idee und treten für Frieden, somit auch für die friedliche Lösung der Irak-Krise ein. Sie verlangen von der Luxemburger Regierung, jede Kriegslogik zurückzuweisen und sich für eine friedliche Lösung in allen internationalen Organisationen einzusetzen. Sie rufen die Bevölkerung Luxemburgs und der Nachbarregionen auf zur Demonstration für den Respekt des Völkerrechts und gegen einen Krieg gegen den Irak.

Demonstration am Samstag, 15. Februar 2003, 15 Uhr Treffpunkt: Hauptbahnhof Luxemburg

Liste der unterzeichnenden Organisationen: siehe www.fridden.lu

COURRIER DES LECTEURS

Le grand bleu: dauphin ou requin?

Le stationnement payant dans les zones industrielles ne résoud rien, écrit René Zigrand. Il faudrait une politique de transport cohérente plutôt que de transformer les parkings en machines à sous.

Surpris par la démarche actuelle de la Ville de Luxembourg et de son bourgmestre libéral Paul Helminger en matière de tarification du stationnement des voitures? Ceux qui ont suivi le jeu des tarifs du Parking du stade (du payant au gratuit et ensuite retour au payant) doivent y trouver un air de déjà-vu.

A quoi bon le stationnement payant dans les zones industrielles? Ce nouveau dispositif s'insère-t-il dans le cadre d'une vision cohérente pour résoudre le problème du trafic sur le territoire de la Ville de Luxembourg? Il n'en est rien. Tout effort de trouver un fil rouge dans cette politique restera vain.

En effet, d'un côté des mesures sont mises en oeuvre pour dissuader les gens de se rendre à Luxembourg-Ville en voiture:

- généralisation du stationnement payant;
- interdiction de l'aménagement de parkings souterrains dans les futurs bâtiments (rentabilisation des parkings publics? Vinci Park?);
- prix prohibitifs des parkings souterrains au centre-ville.

De l'autre côté, certaines décisions prises par les mêmes responsables politiques contre-carrément complètement cette

philosophie; on pense surtout à l'opposition au projet BTB.

Une fois de plus, ce sont les salariés à revenu faible qui seront les plus affectés. Or, cela n'intéresse ni notre requin libéral, ni ses échevins. Les milliers de frontaliers concernés n'intéressent pas non plus nos décideurs politiques, puisqu'ils ne se présenteront pas aux urnes les échéances électorales arrivées.

Transports publics trop rigides

Mais que les salariés utilisent donc les transports publics! Solution évidente et facile? Oui, si les moyens de transport collectif étaient efficaces et s'ils couvraient bien tout le territoire du Grand-Duché. Car le problème de la circulation dans notre capitale n'est pas local mais national, voire transfrontalier.

Hélas, notre système de transport public est peu compatible avec des heures de travail flexibles, soit parce que souvent les horaires de bus ne sont pas adaptés à ce système, soit parce que les trajets à parcourir sont tels qu'ils impliquent des pertes de temps considérables.

Les salariés n'accepteront pas le nouveau stationnement payant et utiliseront la banlieue comme échangeur entre leur voiture et les bus municipaux; le problème sera donc déplacé vers les communes avoisinantes. Il en résultera des trajets journaliers plus longs et plus pénibles pour les salariés et le risque d'une adaptation vers le haut des ta-

rifs des parkings d'entreprises privées.

Ce ne sont pas les travailleurs qui ont choisi de travailler à Luxembourg-Ville, pourquoi est-ce qu'ils seront pénalisés par rapport aux salariés travaillant dans les zones industrielles d'autres communes? Il incombe au Gouvernement et aux députés de trouver une solution nationale à un problème national: au lieu de transformer chaque impasse en machine à sous, les hommes politiques feraient mieux de corriger les erreurs commises dans le passé en améliorant les infrastructures de transport.

Au début du 20e siècle, le réseau de nos chemins de fer a atteint son extension maximale avec 525 km pour une population ne dépassant pas les 250.000 personnes. Aujourd'hui, il n'y a plus que 274 km de lignes exploitées pour 440.000 habitants. Quel progrès! Sans parler du tramway à Luxembourg-Ville qui aura bientôt disparu il y a 40 ans.

Il est temps que les moyens de transport publics soient adaptés aux besoins de la population. Le centre de Luxembourg-Ville reste toujours une destination de première importance (commerces, banques, administrations, écoles, hôpitaux): il a besoin du BTB.

Et le pays a besoin de responsables politiques plus clairvoyants, ne s'opposant plus aux mesures indispensables à prendre et qui auront le courage de mener une politique constructive proposant de vraies solutions soutenables à long terme.

René Zigrand
Préizerdaul

